

I. Le Reich et la social-démocratie

L'Empire allemand et le parti social-démocrate sont non seulement nés en même temps, mais ont une même origine : l'échec de la révolution bourgeoise de 1848. Cette révolution avait eu deux objectifs – l'un, à usage externe, l'unité nationale ; l'autre, intérieur, la refonte démocratique du système politique. Il était grand temps : à l'aube de l'âge industriel, la multiplicité des petits États d'une part, le régime féodal d'autre part, fondements de l'Allemagne pré-révolutionnaire, étaient mûrs pour être supprimés.

Mais la révolution bourgeoise échoua et la bourgeoisie allemande s'accommoda de son échec. Elle laissa à d'autres ce qui aurait dû être sa mission : Bismarck, à la tête de la classe des junkers prussiens et avec l'aide de l'armée prussienne, s'occupa de réaliser l'unité nationale, autrement dit d'en finir avec l'anachronisme des frontières entre les États ; quant à l'abolition des frontières entre les ordres sociaux, objet de la modernisation intérieure, c'est le « quatrième état » qui dut la reprendre, inachevée, des faibles mains du tiers état. Dans les années 1860, Bismarck et le tout jeune mouvement ouvrier allemand tenaient ainsi chacun un bout du fil cassé de la révolution. S'ils avaient fait cause commune, l'échec de 1848 aurait été rattrapé vers 1870 et un État-nation allemand moderne, sain et durable aurait pu en sortir. Mais ils se combattirent, et il n'aurait d'ailleurs pas pu en être autrement malgré le flirt de courte durée,

passionnant mais stérile, qu'ont entretenu Bismarck et Lassalle¹.

Le résultat fut un Empire allemand qui, puissant et redouté à l'extérieur, était à l'intérieur tout de guingois. Qu'il ne constituât qu'un semblant d'État national – nombre d'Allemands se retrouvant hors de ses frontières et nombre de non-Allemands à l'intérieur – était peut-être inévitable et pouvait être accepté. On pouvait également accepter la Constitution à la fois bancal et en trompe-l'œil de Bismarck, avec la dualité non résolue entre Empire et Prusse, le pouvoir fantomatique des princes souverains et du Conseil fédéral, le partage mal défini du pouvoir entre ses deux seuls véritables détenteurs, l'empereur et le chancelier, l'impuissance institutionnalisée du Reichstag, et une armée non intégrée. Le vice de fond de cet État n'était rien de tout cela : une Constitution n'a rien d'immuable. Ce qui faisait de l'Empire de Bismarck, malgré l'éclat de ses victoires, une créature « mortellement malade dès sa naissance », selon les mots de l'historien Arthur Rosenberg dans son livre sur les origines de la République de Weimar, c'était l'anachronisme de la répartition du pouvoir entre ses classes.

L'État n'était pas conduit par ceux à qui cette tâche aurait dû incomber. Les junkers prussiens, classe

I. Ferdinand Lassalle (1825-1864), homme politique allemand socialiste, membre de la Confédération germanique, théoricien et écrivain, proche de la Ligue des communistes, a notamment tenté de négocier en 1863 avec le gouvernement de Bismarck l'instauration du suffrage universel en échange de son soutien ; et entretenu une correspondance avec lui.

économiquement sur le déclin et bientôt parasitaire, se retrouvaient soudain, sans comprendre ce qui leur arrivait, à la tête d'un État industriel moderne. La bourgeoisie capitaliste, élevée depuis 1849 dans l'irresponsabilité et qui en avait pris les mauvaises habitudes, cherchait à acquérir au-dehors la puissance qu'on lui refusait au-dedans et poussait à une politique étrangère aventureuse. Et les travailleurs sociaux-démocrates, objectivement la réserve la plus importante de la nation, héritiers d'une responsabilité dont la bourgeoisie ne voulait pas et prêts à l'assumer, étaient les « ennemis de l'Empire ».

L'étaient-ils vraiment ? Ils étaient craints, mis au ban du pays, haïs et même, durant les douze dernières années de Bismarck, de 1878 à 1890, véritablement persécutés. Sans doute étaient-ils alors des ennemis implacables de l'ordre étatique et social dont Bismarck avait doté son Empire. Sans doute en appelaient-ils à la révolution politique et sociale, dont d'ailleurs, déjà à l'époque, ils n'avaient pas de représentation bien claire, sans même parler de projets concrets. Sans doute entretenaient-ils, du fait de leur appartenance à l'Internationale, des relations et des allégeances étrangères, de la même façon que ces autres « ennemis de l'Empire » qu'étaient les électeurs catholiques du Parti du centre étaient liés à l'Église de Rome.

Et pourtant, ils méritaient aussi peu cette étiquette les uns que les autres. Bien au contraire, la social-démocratie et le Centre étaient depuis le début les seuls vrais partis d'Empire : nés et grandis dans l'Empire, avec lui et grâce à lui, enracinés en lui bien plus profondément que ses fondateurs prussiens. Ni

la social-démocratie, ni le Centre ne concevaient de liquider l'Empire allemand, qui était leur élément, ou ne souhaitaient son démembrement. Dès le début, ils s'étaient bien plutôt considérés (et la social-démocratie plus encore que le Centre) comme des prétendants à l'héritage. Arthur Rosenberg exagère à peine lorsqu'il écrit : « Ainsi la direction du parti social-démocrate fut-elle un contre-gouvernement secret et August Bebel, au sommet de son influence, une sorte de contre-Kaiser. »

Les sociaux-démocrates de l'Empire bismarckien étaient des patriotes révolutionnaires. Ils aspiraient certes à renverser l'ordre politique pour en bâtir un nouveau, mais ne voulaient ni être impuissants à l'extérieur, ni que le jeune État se désagrège. Ils voulaient faire de l'Empire de Bismarck *leur* Empire, non pour l'affaiblir ou le détruire, mais pour le porter à la hauteur de son époque. À vrai dire une telle attitude, théoriquement assez claire, ne va pas sans quelque incohérence dans la pratique. Il y a une certaine contradiction entre les deux déclarations les plus célèbres de celui qui a longtemps été le dirigeant du parti, August Bebel : « Pas un homme, pas un sou pour ce système ! » et : « S'il s'agit de se battre contre la Russie, je prendrai moi-même un fusil ! » Pourtant ce n'est pas *cette* contradiction, mais une autre, qui conduisit les sociaux-démocrates à l'échec en 1918.

La révolution sociale qu'ils promirent jusqu'au dernier moment et que, au début, ils espéraient et désiraient vraiment, a toujours été pour eux affaire de lendemains, voire de surlendemains, nullement l'exigence du jour. Jamais un social-démocrate allemand ne s'est demandé, comme Lénine, « Que faire ? » La

révolution, se disait-on, « viendrait » tôt ou tard ; elle n'était pas quelque chose qu'il fallait faire soi-même, ici et maintenant. Il suffisait de guetter son arrivée ; entre-temps on vivait, dans l'Empire, sa vie de militant, en se réjouissant de voir le parti sortir plus fort de chaque élection. Seulement, un parti qui se contente d'attendre la révolution cesse peu à peu d'être révolutionnaire. La réalité du présent est plus forte que l'avenir espéré et attendu, surtout si ce qu'on attend ne cesse de s'éloigner et si le présent se révèle de plus en plus supportable.

Or c'est bien ce qui se passait. En 1891, August Bebel déclarait devant le congrès du SPD : « La société bourgeoise œuvre si vigoureusement à sa propre chute que nous n'avons qu'à attendre le moment où le pouvoir tombera de ses mains dans les nôtres... Oui, j'en suis convaincu : la réalisation de notre but ultime est si proche que peu nombreux sont, dans cette salle, ceux qui ne la vivront pas. » Vingt ans plus tard, il n'appelait plus la révolution que « le grand patatras », ce qui en dit long. Un grand patatras n'est pas précisément quelque chose à quoi on aspire de tout son être. Il s'adressait cette fois au Parlement, apostrophant ses adversaires : « Il [le grand patatras] n'arrivera pas par nous. C'est vous-mêmes qui l'amenez ! » D'imminence de la révolution, il n'était plus question : « Il vient ; il est seulement ajourné. » Et pourtant, cette fois, rares étaient ceux, dans la salle, qui ne le vivraient pas : sept ans plus tard, on en serait là. Mais le SPD, dans le fond de son cœur, avait cessé de le vouloir.

La coïncidence des grandes dates de l'histoire de l'Empire avec celles de l'histoire du parti est

frappante. Les quarante-huit ans du Deuxième Reich peuvent être subdivisés en trois périodes bien distinctes : les vingt ans de Bismarck, jusqu'en 1890 ; la période wilhelminienne de 1890 à 1914 ; et les quatre années de guerre, 1914-1918. Cette même périodisation vaut pour l'histoire du parti. Sous Bismarck il était, du moins à ses propres yeux, le parti de la révolution. De 1890 à 1914, il n'a plus été révolutionnaire qu'en paroles : en secret, il avait commencé à se considérer comme une composante de l'Allemagne wilhelminienne. Et c'est à partir de 1914 que ce changement s'est manifesté ouvertement.

Le tournant de 1890 représenta avant tout, pour les socialistes, la fin des persécutions. Dans ses dernières semaines au pouvoir, Bismarck avait projeté de durcir encore les lois antisocialistes, à un point qui aurait pu conduire à la guerre civile. Guillaume II abandonna ce projet. Les chefs du parti, qui douze ans durant avaient été honnis et pourchassés, pouvaient désormais mener l'existence agréable, intéressante et guère dangereuse d'honorable parlementaire. Il leur aurait fallu des qualités surhumaines pour ne pas en éprouver soulagement et reconnaissance.

Mais ce n'était pas tout. Toute l'atmosphère politique avait changé : l'Allemagne wilhelminienne était plus détendue, moins corsetée que celle de Bismarck. C'était un pays plus heureux. On étouffait sous Bismarck. Guillaume II ouvrit largement les fenêtres, l'air circula. La très large popularité et la gratitude dont il a bénéficié de la part de ses sujets dans ses premières années de règne avaient des raisons. Il est vrai que cette bienfaitante détente provenait du détournement vers l'extérieur de l'excès de pres-

sion intérieure, autrement dit qu'elle s'obtenait aux dépens du reste du monde. Lequel finirait par ne plus le tolérer, et ce serait la guerre.

Mais peu le pressentaient vers 1900. Les sociaux-démocrates, en particulier, avaient plutôt l'impression que l'orage révolutionnaire qui couvait depuis longtemps s'était dissipé. Jusqu'en 1890, ils avaient encore vraiment « vu venir » la révolution. Maintenant ils la voyaient au contraire disparaître derrière l'horizon.

Bien sûr, la « politique mondiale » de Guillaume II profitait surtout à la bourgeoisie capitaliste, qui se voyait dédommée de son impuissance intérieure par de belles possibilités de déploiement extérieur. Mais un peu de la nouvelle aisance procurée par l'expansion impérialiste retombait aussi sur l'ouvrier allemand. Sa situation était encore loin d'être bonne, mais elle progressait ; or, qui voit son sort s'améliorer – et s'attend à ce que ce processus se poursuive – perd l'envie de faire la révolution. Les « révisionnistes » du SPD, qui voulurent, dans les premières années du siècle, retirer la révolution du programme du parti pour la remplacer par un projet de réforme sociale, sentaient fort bien d'où soufflait le vent. Ils furent pourtant mis en minorité. Dans ses congrès et ses manifestations, le parti continua comme devant à agiter les drapeaux rouges et à proclamer la venue du Grand Soir. Mais le fossé s'élargissait de jour en jour entre les mots et les pensées. Le « centre marxiste » du parti s'était secrètement rallié à ce que les révisionnistes prônaient ouvertement ; la gauche, qui « y croyait » toujours, était désormais minoritaire.

Là-dessus venait se greffer un autre phénomène, la brillante trajectoire parlementaire du SPD qui, à chaque élection, voyait croître le nombre de ses électeurs et de ses élus. Dès 1912, il était de loin le premier parti au Reichstag. Cela pouvait-il ne pas l'influencer ? Que la révolution devînt de plus en plus improbable, tandis que le groupe parlementaire social-démocrate ne cessait de grossir en toute légalité, cela ne donnait-il pas à réfléchir ?

Il est vrai que la Constitution bismarckienne conférait peu de pouvoir au Reichstag : mais ne pouvait-on changer cela ? Les autres partis parlementaires ne le souhaitaient-ils pas aussi ? Et s'il était possible d'arriver au gouvernement en construisant une majorité et en obtenant plus de pouvoir pour le Parlement, alors à quoi bon une révolution ? Personne, pas même les révisionnistes, ne parlait aussi clair. Mais le SPD de 1914 n'ambitionnait plus de renverser l'État existant : il aspirait simplement à élargir ses propres possibilités dans le cadre de cet État, par le moyen d'une alliance avec les libéraux et le Centre. Défilés et drapeaux rouges n'étaient plus qu'un rituel. La réalité du parti, c'était désormais le jeu parlementaire. On allait d'ailleurs bien voir de quel côté était la réalité et de quel côté le rituel lors de la déclaration de guerre de 1914 : ce dernier allait tenir une semaine. Le 25 juillet, le parti, en conformité avec ses motions antérieures, éleva une « protestation enflammée contre les projets criminels des fauteurs de guerre ». Les jours suivants, il y eut encore dans les rues de Berlin des manifestations social-démocrates contre la guerre qui mobilisèrent chaque fois 20 ou 30 000 personnes. L'un des deux

présidents du SPD, Friedrich Ebert, gagna Zurich pour y mettre à l'abri l'argent du parti : on craignait encore interdictions, arrestations et confiscations. L'autre, Hugo Haase, un homme de la « gauche », se rendit en toute hâte à Bruxelles pour discuter d'une action internationale contre la guerre avec le bureau de l'Internationale socialiste.

Mais sitôt que la guerre fut vraiment là, plus rien : par 96 voix contre 14, le groupe parlementaire social-démocrate décida de voter les crédits militaires ; et les quatorze députés qui avaient voté contre se plièrent à la discipline (y compris, pour cette unique fois, le plus à gauche de la gauche, Karl Liebknecht). L'un d'eux était ce même Hugo Haase, personnage mélancolique qui toute sa vie se fit mettre en minorité, et toute sa vie se plia à la majorité. C'est à lui que revint de prononcer le 4 août, et contre sa propre conviction, la fameuse déclaration : « Nous n'abandonnerons pas la patrie à l'heure du danger. » À quoi l'empereur répondit par les mots tout aussi célèbres : « Je ne connais plus aucun parti, je ne connais que des Allemands. » Les sociaux-démocrates allemands avaient signé la paix avec l'Empire, et se comportèrent désormais comme un parti de gouvernement. Ce qu'ils n'étaient pas.

La gauche du parti restée fidèle aux vieux objectifs révolutionnaires, secouée par cette « trahison », allait faire scission, suivie par une partie du « centre marxiste » et des révisionnistes. À partir de 1917, il y aura donc deux partis sociaux-démocrates, le SPD (les « majoritaires ») et l'USPD (les « indépendants »), les premiers loyaux envers l'État et la guerre, les seconds pacifistes et, du moins pour certains, révo-

lutionnaires. Mais peut-on parler de « trahison » ? Il n'est même pas nécessaire d'invoquer l'atmosphère du moment, le patriotisme spontané, l'affolement ou l'élan guerrier : le vote du 4 août se situait tout simplement dans le prolongement de la trajectoire suivie depuis plus de vingt ans. Le parti sentait intuitivement, et à juste titre, que la guerre était le prix à payer pour un quart de siècle d'expansion impérialiste, expansion dont les ouvriers allemands et leur social-démocratie avaient eux aussi profité. En ce sens, il s'agissait en quelque sorte d'assumer les conséquences d'une complicité. Mais surtout, si le but du parti était de prendre une plus grande part du pouvoir d'État avec le Parlement et par le Parlement, alors la guerre lui donnait sa chance car, pour la première fois, *on avait besoin de lui*. Jouissant de la confiance des masses, il devenait incontournable dans une guerre qui allait les impliquer totalement. En disant oui à la guerre, le SPD pensait franchir enfin le seuil du pouvoir.

En cela il se trompait, mais pas complètement. Certes, le Reichstag, sa majorité et la social-démocratie n'obtiendraient jamais vraiment le pouvoir, pas même dans les dernières semaines de la guerre, car ses vrais détenteurs resteraient les militaires. Mais le fonctionnement des institutions commença tout de même à changer, et ni le Reichstag ni le SPD n'eurent à en souffrir, bien au contraire. Les grands perdants furent le Kaiser et les princes souverains qui, de piliers du régime, en devinrent de simples ornements ; et aussi le chancelier et le gouvernement qui, d'instances de décision pleinement responsables, se transformèrent progressivement en

organes auxiliaires du Commandement suprême de l'armée.

Ce dernier devint, dès l'automne 1916, le gouvernement de fait de l'Allemagne. Le véritable empereur s'appelait Hindenburg et le véritable chancelier, Ludendorff¹. Mais ce n'était pas seulement une dictature militaire qui se constituait maintenant derrière une façade monarchique restée debout, c'était aussi une sorte de république secrète : la seule force qui parvint à se maintenir à côté du Commandement suprême, et même qui s'affirma et avec laquelle il fallut de plus en plus compter, était la majorité parlementaire, une coalition réunissant le SPD, le parti progressiste et le parti du centre.

Cette nouvelle réalité institutionnelle éclata au grand jour en juillet 1917, lorsque le Commandement suprême et la majorité parlementaire accomplirent ensemble – fût-ce avec des objectifs opposés – ce qu'aucune disposition de la Constitution ne les autorisait à faire : renverser le chancelier. Il est vrai que, contrairement à ce qu'espérait la majorité parlementaire, ce ne fut pas elle qui en désigna le successeur, mais Ludendorff : ce qui montre bien, là encore, qui gouvernait vraiment. Mais le chancelier fut dès lors flanqué d'un vice-chancelier issu du Parlement. La majorité parlementaire ne pouvait plus être considérée comme quantité négligeable. Entre elle et le Commandement suprême, la relation fut, pendant les deux dernières années de la guerre,

I. Paul von Hindenburg est nommé chef de l'État-major général le 29 août 1916, poste auquel l'assiste alors Erich Ludendorff.

assez proche de celle qui existe dans un régime parlementaire entre gouvernement et opposition.

Le Commandement suprême gouvernait. Et d'une main de fer : avec état de siège, censure et « détention de sécurité » ; c'est-à-dire bien plus durement que ne l'avait fait l'État constitutionnel de l'avant-guerre, dans les habits duquel il s'était subrepticement glissé. Mais contrairement aux autorités de naguère, il ne pouvait pas ignorer purement et simplement les partis majoritaires au Parlement, car ceux-ci étaient écoutés, ils avaient voix au chapitre, ils pouvaient même renverser un chancelier.

La majorité parlementaire faisait de l'opposition. Celle-ci portait sur deux points essentiels : les buts de guerre et la réforme constitutionnelle. La majorité parlementaire appelait à une paix négociée, avec un programme limité d'annexions ; le Commandement suprême voulait une « paix des vainqueurs ». Elle demandait l'application à chaque État fédéré de la loi électorale valant pour le Reichstag, la liberté de la presse, la démocratisation, l'augmentation des pouvoirs du Parlement ; il répondait : « Après la victoire... peut-être. » Le débat était parfois âpre, et les députés de la majorité étaient vivement pris à partie, plus encore, d'ailleurs, par leurs collègues de droite ou par la presse « nationale » que par les militaires.

Cela n'entama pas leur loyauté. Ils votèrent les crédits militaires jusqu'à la fin. Le SPD, en particulier, se dépensait sans compter pour convaincre les masses épuisées et affamées, qui parfois se révoltaient et se mettaient en grève, de « tenir le coup ». Il ne lui venait pas à l'idée, par exemple, qu'il pourrait

saboter la guerre si elle n'était pas conduite selon ses vœux. Les seuls à penser ainsi étaient les sociaux-démocrates indépendants, qui s'étaient organisés au printemps 1917 en nouveau parti de gauche, l'USPD¹, et qui, s'ils n'étaient que faiblement représentés au Reichstag, constituaient à l'échelle du pays une force non négligeable. Mais ils se retrouvaient dans la situation qui avait été le lot du parti sous Bismarck : au ban de la nation. Tous ceux que ne protégeait pas l'immunité parlementaire devaient s'attendre à être arrêtés, affectés à l'industrie d'armement ou expédiés dans des bataillons disciplinaires.

Désormais, rien de tout cela ne menaçait plus les socialistes majoritaires. Ils étaient devenus fréquentables, avaient leurs entrées dans les ministères, étaient même parfois invités au Commandement suprême où on les écoutait courtoisement. C'était là une expérience nouvelle pour eux et ils ne pouvaient s'empêcher d'avoir chaud au cœur devant tant de politesse et d'affabilité. Il se noua même une sorte de camaraderie entre certains dirigeants du SPD et des hommes nouveaux de la hiérarchie militaire, par exemple entre Friedrich Ebert et le général Wilhelm Groener, qui avaient souvent affaire ensemble et s'entendaient bien. Ils étaient tous deux fils d'artisans du sud de l'Allemagne – l'un de Bade, l'autre du Wurtemberg – tous deux professionnels sérieux, sobres, efficaces, tous deux « nationaux ». Ils ne voyaient pas pourquoi tant d'hostilité les avait jusque-là séparés.

I. Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands, « Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne ».

Si le SPD des années de guerre ne s'était pas hissé au pouvoir, il s'était bien imprégné de son atmosphère. Il appartenait désormais, fût-ce (provisoirement) dans l'opposition, à l'*establishment*. C'était un parti de réforme loyal et national, qui critiquait le gouvernement mais ne voulait plus détruire l'État. Il s'était accommodé de la monarchie et du capitalisme. Il aspirait à un régime parlementaire et à une paix négociée. Il était prêt, dans ce futur régime parlementaire, à alterner pacifiquement au gouvernement avec ses adversaires de la droite bourgeoise; et ses alliés bourgeois, progressistes et centristes, lui étaient beaucoup plus proches que les camarades renégats de l'USPD. Les premiers étaient des amis et des partenaires, les seconds des ennemis intimes.

La relation entre la direction du parti et sa base s'en trouvait quelque peu fragilisée. Elle avait toujours été faite de discipline et de subordination : l'expression ironique « social-démocratie royale de Prusse » est antérieure à 1914. Mais, jusqu'à la guerre, il y avait eu entre la base et les chefs une vraie solidarité de classe et une camaraderie sans façons; le dirigeant social-démocrate était un homme simple, qui parlait la langue des gens simples. Désormais son langage était parfois celui des maîtres. À force de partager les soucis des généraux et d'estimer leurs qualités humaines, il lui arrivait de présenter aux militants et sympathisants le visage brutal de l'autorité militaire. Un certain éloignement était inévitable. Quelques-uns des bastions du vieux parti (Berlin, Leipzig, Brême, Hambourg) devinrent des noyaux importants de l'USPD.

L'USPD, qui depuis 1916 refusait de voter les crédits de guerre, maintenait les traditions du parti de manière bien plus fidèle que le parti majoritaire. Il englobait toutes les tendances de la social-démocratie d'avant-guerre, depuis le leader des révisionnistes, Eduard Bernstein, jusqu'aux révolutionnaires internationalistes du groupe Spartakus, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, en passant par Karl Kautsky, le grand penseur du « centre marxiste ». L'USPD n'était nullement un parti révolutionnaire pur et dur à la manière des bolcheviks de Lénine. Il n'était uni que par son hostilité à la guerre – dans laquelle il ne voyait plus depuis longtemps une guerre défensive, mais une guerre de conquête impérialiste – et par l'aversion qu'éprouvaient ses membres pour les majoritaires, lesquels la leur rendaient sincèrement. Pour ces derniers, les indépendants n'étaient rien de moins que des traîtres à la patrie; pour les indépendants, les majoritaires étaient des traîtres au socialisme et à la classe ouvrière.

Pourtant cette scission, qui comportait tant d'hostilité et même de haine chez les dirigeants, paraissait, vue d'en bas, assez bénigne. Pour beaucoup de simples militants, les majoritaires et les indépendants n'étaient pas devenus des espèces étrangères l'une à l'autre, mais ne se distinguaient que par des nuances. Après tout, les majoritaires aussi étaient favorables à une paix négociée et hostiles aux annexionnistes et aux jusqu'au-boutistes. Eux aussi revendiquaient une réforme du droit de vote et plus de démocratie; ils étaient seulement plus patients et s'exprimaient en termes plus modérés. À eux aussi, on pouvait s'adresser lorsqu'on était personnellement victime de l'état

d'exception, qu'on était arbitrairement arrêté ou que les autorités vous cherchaient noise. Peut-être même les majoritaires obtenaient-ils de meilleurs résultats par leurs méthodes conciliantes que les indépendants avec leur radicalisme. Et après tout, ils n'avaient jamais renié ouvertement les grands objectifs du socialisme.

La confiance ne meurt pas si vite. Les masses se fiaient toujours à leurs dirigeants bien connus, et à peine moins à ceux du SPD qu'aux indépendants. Ces dirigeants, c'était tout ce qu'elles avaient. Lors de la grande grève de janvier 1918, les grévistes élurent entre autres des personnalités majoritaires à la direction du mouvement, et se laissèrent convaincre par elles, quelques jours plus tard, de cesser la lutte : c'était encore la guerre, il fallait d'abord en finir avec ça. La plupart des militants espéraient qu'après la guerre le parti se réunifierait.

Après la guerre... Pour l'Allemand moyen, cette expression voulait dire, encore en plein été 1918, après la victoire; ou, à tout le moins, après une paix des braves. L'hypothèse d'une défaite n'avait jamais été prise au sérieux. N'avait-on pas, quatre ans durant, connu que des victoires? Ne campait-on pas partout en territoire ennemi? N'avait-on pas déjà forcé la Russie à signer la paix? La guerre, pour les Allemands, c'était surtout la faim, l'inquiétude pour ceux du front... et les communiqués de victoire. On tenait bon, on serrait les dents, on continuait à se battre, à avoir faim et à trimer, plein de rage contre ceux qui, là-haut, ne voulaient pas faire la paix malgré les succès remportés. Nul n'imaginait que ceux-là aussi pussent perdre la guerre.

Là-haut, au sommet de l'Empire, une telle possibilité n'était pas davantage envisagée. Même lorsqu'on apprit, à l'été 1918, le fiasco de la dernière grande offensive allemande à l'Ouest et l'entrée massive des Américains en France, on laissa passer sans rien faire les quelques mois qui auraient permis de se préparer à une défaite devenue quasi certaine et, sinon de l'empêcher, du moins d'en adoucir les effets.

Puis, en août-septembre, les événements se précipitèrent. À l'Ouest, les armées de l'Entente passèrent à l'offensive sur différents points du front. Le terrain gagné par l'Allemagne au printemps fut reperdu, on ne pouvait plus arrêter la retraite. Les puissances centrales s'effondraient. Le 13 septembre, l'Autriche envoyait un appel au secours. Le 15, le front des Balkans était crevé. Le 27, la Bulgarie capitulait. Le même jour, à l'Ouest, les forces de l'Entente attaquaient la ligne Hindenburg sur une grande longueur. C'était la dernière ligne de défense des Allemands. Elle fléchit.

Les journaux allemands parlaient toujours de persévérance et de victoire finale. À Berlin, les députés, saisis par l'inquiétude mais très loin de penser que c'était la fin, se demandaient s'il ne commençait pas à être temps de changer de gouvernement et de rechercher une paix de compromis. Oui, mais comment en parler à Ludendorff?

Une énorme surprise les attendait : Ludendorff en personne allait, du jour au lendemain, changer le gouvernement, et la Constitution par-dessus le marché. Il allait prendre la décision que les élus n'avaient pas su prendre. Il décréta la démocratie parlementaire, fit entrer le SPD au gouvernement,

bref, exauça tous les vœux de la social-démocratie. Mais en même temps il lui mettait dans la main un cadeau empoisonné, la défaite, et exigeait d'elle non plus la négociation d'une paix honorable, mais la capitulation.

C'était le 29 septembre 1918.